

Appel du mathématicien turc Tuna Altinel (altinel@math.univ-lyon1.fr). Il y dénonce l'ampleur de l'exclusion des Universitaires pour la paix par l'État et ses organismes de recherches. Merci de faire circuler cet appel dans vos réseaux professionnels.

TÜBİTAK : organisme scientifique ou outil politique ?

Le Conseil de la recherche scientifique et technique de Turquie (TÜBİTAK) a diffusé le 24 mars 2017 une circulaire auprès de toutes les revues à comité de lecture, y compris auprès des périodiques internationaux listés par le Réseau académique et Centre d'Information turc (ULAKBİM). Cette circulaire exige des revues qu'elles "reconsidèrent la composition de leur comité de rédaction, de leur conseil scientifique et de prendre les mesures adéquates pour en extraire les universitaires exclus de la fonction publique, licenciés ou mis à pied. La responsabilité en incombe à la direction de ces revues et toute modification devra être signalée à Mehmet Mirat SATOĞLU, Directeur de ULAKBİM, bureau du directeur adjoint, Centre d'Information Cahit Arf (CABİM)."

voir le lien (en turc) <http://www.birgun.net/haber-detay/derginizde-ihrac-edilen-akademisyen-varsa-bildirin-152318.html>

Sans surprise, TÜBİTAK ne s'arrête pas à ce stade. Il n'y a pas que les éditeurs/éditrices à surveiller, et à exclure ! Il faut bien penser aux auteur-e-s aussi. Non seulement à ceux et celles qui ont publié, mais aussi aux auteur-e-s d'articles en préparation. Une collègue d'Istanbul, récemment exclue de la fonction publique, dont la spécialité fait partie des sciences dites "dures" non seulement s'est retrouvée brutalement séparée de ses étudiants en recherche, mais a aussi subi le refus de TÜBİTAK de sa participation en tant qu'auteure aux publications basées sur ses travaux récents, soutenus en totalité ou partiellement par TÜBİTAK. En effet TÜBİTAK, en se basant sur les décrets de l'état d'urgence, refuse aux exclu-e-s tous les droits aux bourses, aux publications à partir des projets qu'il soutient par ses fonds. Bien évidemment, il ne sera pas question de la participation des exclu-e-s à de nouveaux projets.

Devant cet assaut, on ne peut pas se contenter d'être inquiets ou vigilants. Il faut agir contre cet établissement de recherche devenu outil de répression politique digne des pires dictatures du 20ème siècle. J'en appelle à vos sensibilités démocratiques et scientifiques, et je vous demande de réviser, éventuellement d'interrompre tout lien, toute collaboration avec TÜBİTAK, et d'inciter vos collègues à faire de même.

Plus particulièrement, et très concrètement, je veux avertir les collègues en sciences dures contre une nouvelle tentative de TÜBİTAK en France : l'appel conjoint TÜBİTAK/ministère français des Affaires Étrangères « Bosphorus Joint Project Proposal Call » <http://www.ufuk2020.org.tr/en/bilateral-collaborations/fr#open-calls>

Les choix de projets dans cet appel excluront non seulement les scientifiques déjà exclu-e-s mais aussi ceux et celles jugé-e-s "terroristes" ou "soutenant le terrorisme", des accusations auxquelles on a vite droit dès qu'on s'oppose ouvertement à des points sensibles de la politique officielle en Turquie.

Dites NON! (#Hayır dans l'esprit référendaire qui règne en Turquie) à de tels appels, dites-le haut et fort. N'y participez pas si vous êtes dans les disciplines concernées, incitez vos collègues concernés à faire pareil !

Solidairement, Tuna Altinel altinel@math.univ-lyon1.fr